

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

N° 168
Octobre 2025

le libertaire

revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Déjacque en 1858 aux U.S.A. (En Français), repris par Sébastien Faure en 1895.
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.



La synthèse anarchiste, seule garante de l'unité de l'organisation anarchiste



Certains pensent que la discussion sur la synthèse anarchiste naît dans le contexte de la rédaction de la Plate-forme d'organisation des communistes libertaires, écrite par le groupe d'exilés russes Dielo Truda en 1926. Mais en réalité, Voline avait déjà abordé le problème de la synthèse anarchiste dès mars 1924 (articles parus dans la Revue Anarchiste N° 25 et 27 de mars et avril 1924). Ce n'est pas étonnant car il connaissait bien le point de vue de certains Makhnovistes.

Plusieurs textes rédigés en réponse à la Plate-forme, proposant chacun des modèles et réflexions différents, sont à la base de ce qui sera connu sous le nom de « synthétisme » ou « Synthésisme ». Malatesta rédige une réponse à la plateforme (on la retrouve facilement sur le net, CRAS...). Et le texte le plus connu, celui de Sébastien Faure, écrit en 1928. Ce texte soutient que l'anarchisme est caractérisé par trois courants fondamentaux : l'anarcho-syndicalisme, le communisme libertaire et l'individualisme. Selon lui, ces courants ne sont pas contradictoires mais complémentaires, chacun ayant un rôle au sein de l'anarchisme : l'anarcho-syndicalisme comme force des organisations de masse et meilleure voie pour la pratique de l'anarchisme ; le communisme libertaire comme proposition de société future basée sur la distribution des fruits du travail selon les besoins de chacun ; l'individualisme comme négation de l'oppression et affirmation du droit individuel au développement de l'individu. Un second texte, de Voline, a été écrit en 1934 et soutient qu'il est nécessaire de « synthétiser » les différents courants anarchistes de façon « harmonieuse, ordonnée, achevée ». S'inspirant des lignes destinées à construire l'organisation anarchiste russe Nabat, Voline revendique, à l'instar de Faure, un modèle d'organisation dans lequel le syndicalisme est considéré comme la méthode de la révolution sociale, le communisme libertaire constitue l'organisation de la nouvelle société, et l'individualisme devient le but de la société post-révolutionnaire, visant l'émancipation et le bonheur de l'individu. Pour lui, ce serait une erreur d'opposer les courants anarchistes les uns aux autres, et plus productif serait de les fusionner dans un « anarchisme synthétique », essentiel à ses yeux.

Mais revenons au Voline de 1924, précurseur de la synthèse anarchiste et dont le texte est finalement plus important que les textes parus ultérieurement : « [...] nous, apprenons, d'abord, que la vie est quelque grande synthèse, comme réalité autant que sens intime : quelque résultante d'une quantité de forces et d'énergies diverses, de facteurs de tous genres. Nous apprenons encore que cette synthèse est sujette à un mouvement continu, à des variations incessantes ; nous savons que cette résultante ne se trouve jamais en repos, mais qu'au contraire elle oscille et varie sans discontinuer.[...] Et si nous savons que la vie est une grande synthèse, nous savons, par conséquent que la recherche de la vérité est la recherche de la synthèse ; que la voie de la vérité est celle vers la synthèse ; qu'en scrutant la vérité, il importe de se souvenir toujours de la synthèse, de toujours y aspirer.

Et puisque nous savons que la vie est un mouvement continu, nous devons, en cherchant la vérité, constamment tenir compte de ce fait. »

Voline énonce ainsi quelques éléments de réflexions déjà amorcés par Proudhon et Reclus. A aucun moment Voline ne fait référence à Proudhon mais c'est visiblement la dialectique sérielle qui sert de base au projet volinien.

Pour Voline, le communisme est l'objectif du mouvement libertaire, le syndicalisme le moyen pour parvenir à ce but, l'émancipation de l'individu étant la finalité du mouvement. Dès 1924, (la Synthèse de Voline fut rédigée avant la Plateforme dite d'Archinov), Voline critique ceux qui font fi des autres courants libertaires : « Lorsque les » anarcho-syndicalistes » disent que le syndicalisme (ou l'anarcho-syndicalisme) est la seule et unique voie de salut et rejettent avec indignation tout ce qui ne s'adapte pas à la mesure établie par eux, je suis d'avis qu'ils exagèrent l'importance de la parcelle de vérité dont ils sont en possession, qu'ils ne veulent point tenir compte ni des défauts inhérents à cette parcelle ni des autres éléments formant de concert avec elle la juste vérité, ni de la nécessité de la synthèse, ni du facteur du mouvement vital créatif. Je suis, donc, d'avis qu'ils s'éloignent de la vérité.

Et je crains fort qu'ils ne se trouvent, le cas échéant, hors d'état de résister à la tentation d'imposer et d'inculquer de force leurs devis scolastiques que la vraie vie refusera d'admettre comme étant opposés à sa vérité vitale.

Lorsque les » anarchistes-communistes » entament la question selon le même procédé et, n'admettant que leur propre vérité, rejettent d'emblée le syndicalisme (ou anarcho-syndicalisme), ils méritent qu'on leur fasse le même reproche.

Lorsque l' » anarchiste-individualiste « , faisant fi du syndicalisme et du communisme, n'admet que son » moi » en qualité de réalité et de vérité et qu'il prétend y réduire, à ce petit » moi « , l'ensemble de la grande synthèse vitale, il commet toujours la même erreur. »

Voline critique de même certains makhnovistes qui pensent détenir la seule vérité, la leur. Il refuse de se laisser enfermer sans tenir compte du dynamisme de la vie : « Et s'il est des » makhnovistes » qui croient que la seule vraie forme du mouvement est la leur et qui rejettent tout ce qui ne l'est pas, ils sont aussi éloignés de la vérité que les autres.

Et lorsque j'entends dire que les anarchistes ne devraient faire oeuvre que de critique et de destruction et que l'étude des problèmes positifs ne rentre pas dans le domaine de l'anarchisme, je considère cette affirmation comme une grave erreur par rapport à la synthéticité indispensable à nos recherches et à nos conceptions.

Ce sont cependant les anarchistes précisément qui devraient plus que qui que ce soit se souvenir constamment de la synthèse et du dynamisme de la vie. Car c'est justement l'anarchisme en tant que conception du monde et de la vie qui, de par son essence même, est profondément synthétique et qui est profondément pénétré du principe vivant, créatif et moteur de la vie. C'est justement l'anarchisme qui est appelé à ébaucher – et peut-être même bien à parfaire – cette synthèse sociale scientifique que les sociologues sont toujours en train de chercher sans ombre de succès, et dont le manque mène d'une part aux conceptions pseudo-scientifiques du » marxisme « , d'un » individualisme » poussé à l'extrême et de divers autres » ismes « , tous plus étroits, plus renfermés, plus éloignés de la vérité l'un que l'autre, et, d'autre part, à nombre de recettes de conceptions et de tentatives pratiques des plus ineptes et des plus saugrenues.

La conception anarchiste doit être synthétique : elle doit chercher à devenir la grande synthèse vivante des différents éléments de vie, établis par l'analyse scientifique et fécondés par la synthèse de nos idées; de nos aspirations et des parcelles de vérité que nous avons réussi à découvrir ; elle devra le faire si elle désire être ce précurseur de la vérité, ce véritable facteur non faussé, non banque-

routier de la libération et du progrès humains, que les douzaines d' » ismes » renfrognés, étroits et pétrifiés ne peuvent manifestement pas devenir. »

Voline met de même en garde contre les déviations et excès révolutionnaires. Il s'appuie sur le foisonnement des solutions dictées par les situations et préconise une propagande du dégoût de la violence : « Je trouve que l'oeuvre de l'émancipation de l'humanité exige à titre égal : l'idée du communisme libre comme base matérielle d'une vie saine en commun ; le mouvement syndicaliste comme l'un des leviers indispensables à l'action des masses organisées ; la » makhnovstchina » comme expression du soulèvement révolutionnaire des masses, comme insurrection et élan ; la large circulation des idées individualistes qui découvrent pour nous des horizons rayonnants, qui nous enseignent à apprécier et à cultiver la personnalité humaine ; et la propagande du dégoût de la violence qui doit mettre la Révolution en garde contre les excès et les déviations possibles... »

Voline définit une conception anarchiste moderne mais refuse les préjugés importés du dehors et étrangers à la conception anarchiste : « Pour atteindre à ce but, il faut que les anarchistes commencent par s'élever au-dessus des préjugés importés du dehors dans leur milieu et parfaitement étrangers à l'essence de la conception anarchiste du monde et de la vie, des préjugés d'étroitesse humaine, d'une exclusivité mesquine et d'un égocentrisme repoussant ; il est indispensable que tous se mettent à travailler, – chacun dans n'importe quelle sphère d'idées et de phénomènes, en conformité de sa situation, de son tempérament, de ses préférences, de ses convictions et de ses facultés, – étroitement liés et unis, et en respectant la liberté et la personnalité d'autrui ; il faut travailler la main dans la main, en cherchant à se prêter mutuellement aide et secours, en faisant preuve d'une tolérance amicale, en respectant les droits égaux pour chacun des camarades et en admettant leur liberté d'oeuvrer dans la direction choisie, conforme à leurs goûts et leur façon de voir – la liberté de développer pleinement toute conviction. Ceci posé, la tâche nous incombera de décider des formes que devra adopter cette collaboration unifiée.

Ce n'est que sur une base pareille que pourra se faire une tentative d'union vraie entre les travailleurs de l'anarchisme et d'unification du mouvement anarchiste. Car, ce me semble, ce ne sera que sur cette base que nos antinomies, nos exagérations poussées à l'extrême, nos acuités et nos aigreurs pourront être adoucies, que nos erreurs et nos déviations pourront être rectifiées, et que, serrant de plus en plus nos rangs toujours plus vastes, se cristallisera vivante, brûlant d'une flamme toujours plus ardente, se dessinant toujours plus clairement et avec plus de grandeur – la Vérité. »

Ultérieurement, Voline parlera ainsi de la synthèse : « À

part quelques articles de journaux, la Déclaration de la première conférence du Nabat fut et restera le seul exposé de la tendance unifiante (ou « synthétisante ») dans le mouvement anarchiste russe. Les trois idées maîtresses qui, d'après la Déclaration, devraient être acceptées par tous les anarchistes sérieux afin d'unifier le mouvement, sont les suivantes : Admission définitive du principe syndicaliste, lequel indique la vraie méthode de la révolution sociale ; Admission définitive du principe communiste (libertaire), lequel établit la base d'organisation de la nouvelle société en formation ; Admission définitive du principe individualiste, l'émancipation totale et le bonheur de l'individu étant le vrai but de la révolution sociale et de la société nouvelle. »

Voline s'oppose aux anarchistes qui prônent une organisation rigoureuse et centralisée qu'elle soit syndicale ou anarchiste. Il fait la proposition de la coordination laissant aux militants le soin de trouver la réponse qui leur paraît la plus adéquate à leur situation particulière. Le bon sens guidant leurs réalisations, la conscience d'être la partie d'un tout amenant l'émergence d'un puissant mouvement émancipateur réellement libertaire.

Les organisations platformistes de leur côté devraient se rappeler que les militant.es de l'AIT anti-autoritaire préconisaient déjà la diversification de l'activité comme gage de l'efficacité révolutionnaire.

Patoche (GLJD)

Quant à Sébastien Faure, il indiquait qu'il était en accord avec son vieil ami Malatesta: «Les anarchistes doivent reconnaître l'utilité et l'importance du mouvement syndical, ils doivent en favoriser le développement et en faire un des leviers de leur action, s'efforçant de faire aboutir la coopération du syndicalisme et des autres forces de progrès à une révolution sociale qui comporte la suppression

des classes, la liberté totale, l'égalité, la paix et la solidarité entre tous les êtres humains. Mais ce serait une illusion funeste que de croire, comme beaucoup le font, que le mouvement ouvrier aboutira de lui-même, en vertu de sa nature même, à une telle révolution. Bien au contraire: dans tous les mouvements fondés sur des intérêts matériels et immédiats (et l'on ne peut établir sur d'autres fondements un vaste mouvement ouvrier), il faut le ferment, la poussée, l'œuvre concertée des hommes d'idées qui combattent et se sacrifient en vue d'un idéal à venir. Sans ce levier, tout mouvement tend fatalement à s'adapter aux circonstances, il engendre l'esprit conservateur, la crainte des changements chez ceux qui réussissent à obtenir des conditions meilleures. Souvent de nouvelles classes privilégiées sont créées, qui s'efforcent de faire supporter, de consolider l'état de choses que l'on voudrait abattre. D'où la pressante nécessité d'organisations proprement anarchistes qui, à l'intérieur comme en dehors des syndicats, luttent pour l'intégrale réalisation de l'anarchisme et cherchent à stériliser tous les germes de corruption et de réaction».

On le voit: il ne s'agit pas plus de lier organiquement le mouvement anarchiste au mouvement syndicaliste que le syndicalisme à l'anarchisme; il n'est question que d'agir, à l'intérieur comme en dehors des syndicats, pour l'intégrale réalisation de l'idéal anarchiste.



La dictature militaire est mondiale



La retraite décalée n'est ni bloquée, ni abrogée. Les 64 ans et l'allongement de la durée de cotisation sont toujours dans la loi mais leur application serait seulement décalée de quelques mois. Sans compter les surprises que pourraient nous réserver les parlementaires/parlementeurs. Mais c'est tous les à côté qui posent le plus problème.

Plusieurs années blanches pour les retraités, de même pour les fonctionnaires qui en ont finalement l'habitude sur le temps long. On a droit aussi au gel des prestations sociales (allocations familiales, allocations logement, AAH...), au doublement des franchises médicales et la baisse du budget de la santé, des hôpitaux et des Ehpad. Le reste à charge zéro pour les dents et les lunettes dispa-

raîtrait au profit d'un forfait. Les sans dents vont-ils revenir grâce aux amis de Hollande.

Et pour les retraités, le triple effet kiss cool avec la pénalité fiscale (l'abattement de 10%) qui est mise en place par Lecornu qui est bien dans les pas de Bayrou. Alors, les retraités, c'est l'arbre qui cache la forêt. Années blanches pour les retraités, pénalité fiscale et détérioration du système de soin. Et on entendra les faschos dire encore « C'est Nicolas qui paie ». Une chose est sûre, c'est que tout se paie un jour.

En clair, ce sont les travailleurs et les travailleuses qui vont encore payer la dette des patrons et de l'Etat. Et connaissant le patronat et les gros céréaliers, leurs revendications

seront assouvies alors que les étudiants, les salariés, les chômeurs et les retraités auront de plus en plus de mal à boucler leurs fins de mois. C'est cela la société à plusieurs vitesses.

C'est cela le capitalisme. C'est aussi cela le « socialisme » qui vient de sacrément aider les macronistes. On n'entera pas davantage le P.S., il le fait très bien tout seul.

Mais ce qui nous inquiète encore davantage, ce sont les budgets militaires qui explosent et qui permettent aux marchands de morts de se gaver toujours et toujours plus.

Mais, c'est toujours le peuple qui est au bout du fusil. Et le gouvernement nous demande de mettre le petit doigt sur la couture du pantalon. Autorité, patriotisme, Propriété, Religions, la quadrature du cercle.

La dictature militaire est mondiale. L'armée, qu'elle reste contingent d'appelés ou de métier, ne cassera sa pipe que par le désarmement. L'armée n'est ni de droite ni de gauche. Ni capitaliste, ni socialiste, ni communiste. Elle est étatiste.

L'armée se ravale, se maquille et fait peau neuve en se modernisant. Elle appelle les jeunes à la rescousse sur les panneaux publicitaires. Engagez-vous, vous verrez du voyage. Elle embrigade à bon compte.

Entendez de par le monde les voix des Etats, des Partis, des Eglises, des gros patrons : un seul cri retentit : « discipline » ! Ou Obéissance ! Autorité !

Alors, pour nous autres anarchistes qui ne sommes pas des fayots, des cireurs de pompes...mais des désobéissants ; la marge est étroite. L'armée est une sangsue qui nous pompe l'argent nécessaire à nos services publics. L'armée est donc parasitaire, c'est pour cela qu'elle protège les grands patrons, autres parasites qui vivent du travail des ouvriers.

Il n'y a qu'une réforme possible de l'armée, c'est de la supprimer.

Ty Wi (GLJD)

Faire la guerre à la misère

Pauvreté et dépenses militaires sont liées. En 2023, 650 000 personnes ont basculé dans la pauvreté. Nous en sommes arrivés à dix millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Un exploit dont les politiciens parlent peu, eux qui ont la gamelle bien remplie. Non seulement des mesures pour lutter contre la pauvreté n'ont pas été prises mais d'autres mesures (loi Kasbarian, loi dite « plein emploi »...) ont accentué la pauvreté. Barnier, Bayrou et maintenant Lecornu ont dramatisé la situation des déficits et de la dette. Du coup la pauvreté est passée au second plan. Pire, en gelant les prestations sociales en 2026, la pauvreté va augmenter mécaniquement d'autant que les mesures d'économie en déremboursant ou baissant des médicaments vont accentuer cette spirale, cet engrenage dans la pauvreté pour de plus en plus de Français. Si on y ajoute l'augmentation des consultations médicales, la fin du reste à charge zéro, le gel des prestations, le doublement des franchises médicales, les transports sanitaires..., on se dirige vers un non-soin généralisé à court terme pour les plus pauvres voire les classes moyennes. Ce risque de renoncement aux soins pour des questions d'argent n'est pas une vue de l'esprit mais la réalité qui va advenir pour les plus défavorisés. On est pauvre quand on ne peut pas se loger décemment, quand on ne peut pas se nourrir correctement, quand on n'a pas accès aux soins, quand on est privé d'accès aux services publics, quand on se restreint sur tout. La pauvreté, c'est une maltraitance, une atteinte à la dignité, c'est l'esclavage ajouterait Bakounine. Ce sont les moqueries des fascistes « c'est Nicolas qui paie », ce sont les discours

stigmatisants et prêchi-prêcha contre les pauvres qui pullulent sans honte sur les réseaux sociaux d'extrême-droite. L'Etat et les fascistes aiment à individualiser la misère, à la renvoyer à la responsabilité et culpabilité au niveau de chaque famille, chaque individu pour mieux dédouaner la violence institutionnelle (étatique) responsable au final des situations de misère.

Pendant ce temps, on ne touche pas aux revenus du patrimoine, à l'impôt sur la fortune etc. Mais par ailleurs, on ponctionne de plus en plus de milliards pour les dépenses guerrières, pour les marchands de canon qui ne sont que des marchands de mort, mais de la mort des autres, pas de celle des profiteurs. Les budgets militaires mondiaux ont progressé de 9,4% en 2024 (chiffre du Sipri) et l'Europe qui entend se réarmer, ce qu'elle n'a jamais cessé de faire d'ailleurs, s'accorde pour mobiliser 800 milliards d'euros d'ici 2030.

La France consacre 413 milliards d'euros aux militaires dans le cadre de la loi de programmation militaire d'ici à 2030. Et notre beau pays aimerait allouer 3% du PIB, soit près de 100 milliards par an après 2030. Les sommes sont vertigineuses quand on sait le nombre de pauvres dans notre pays et le délitement de nos services publics. Dassault jubile avec des commandes de Rafale pour les dix années à venir. Les carnets de commande des usines d'armement saturent. Les bénéfices par action des valeurs européennes de défense, si la trajectoire se maintient à ce rythme, devraient augmenter de 30% d'ici à 2027. Se

cachant derrière le concept de souveraineté nationale qui serait un bien commun, les industries d'armement poussent à la roue en invoquant leur engagement dans une économie de guerre.

Alors, et les anarchistes là-dedans. Quelle position peut-on adopter. Il n'est pas inutile de rappeler que pacifisme ne signifie pas abdication absolue devant l'agression et qu'il ne se limite pas au refus passif de la violence. Ce refus doit être actif et constructif.

Les anarchistes, conscients que le choix entre violence et non-violence ne peut se définir que confronté aux circonstances particulières, ont toujours été partagés à ce sujet. Malatesta jugeait nécessaire l'usage de la violence contre l'autorité tyrannique.

Louis Lecoin qui s'est battu toute sa vie pour l'objection de conscience ne craignait pas de déclarer : « Ma non-violence, dans la société de fauves que nous subissons, n'est que théorique[...], elle ne peut m'empêcher d'employer un peu de violence au besoin pour en détruire beaucoup. »

Bakounine penchait pour une violence qu'il est nécessaire d'utiliser mais celle-ci doit être utilisée le moins possible et le moins longtemps possible.

L'ami Jean-Pierre Jacquinet n'était pas partisan de la violence parce qu'utilisée, on ne savait pas dans quel engrenage on mettait les pieds. Et qu'il était souvent difficile d'en sortir.

C'est un peu ce que disait E. Armand. La violence engendre la violence et que l'effort nécessaire pour se mettre à l'abri des réactions, des représailles des violences, perpétue un état d'être et de se sentir qui n'est pas favorable à l'éclosion d'une mentalité antiautoritaire.

Jean Grave lui ne veut absolument pas instaurer son idéal par la force : « Autant l'autorité a raison de se réclamer de la force pour s'installer et se maintenir au pouvoir, autant les partisans de la liberté feraient preuve d'inconséquence s'ils espéraient instaurer leur idéal en l'imposant par la force. »

Et nous pourrions citer bon nombre d'anarchistes connus sur la question de la violence.

Pour notre part, nous nous reconnaissons dans les pensées susmentionnées, en conséquence nous préférons la vie à la mort et aujourd'hui le combat libertaire doit encore et toujours s'effectuer en faveur de la paix, du pacifisme et de l'antimilitarisme. C'est un choix de société que de privilégier le capitalisme guerrier : c'est celui qui est fait depuis longtemps. Pour les anarchistes qui désirent une égalité économique et sociale, cette dernière ne peut être obtenue qu'en supprimant les causes de la misère, c'est-à-dire en supprimant le capitalisme, y compris le capitalisme d'Etat.

Goulago (GLJD)



La Révolution libertaire ?

Elle n'est pas forcément ouvriériste.

La croyance marxiste selon laquelle la classe ouvrière serait à elle seule capable d'assurer toutes les tâches de production et d'organisation de la société est absurde. Elle est d'ailleurs démentie par les faits dans les pays dits « socialistes ou communistes ». Trente années passées dans le milieu ouvrier m'autorisent à dire que l'atelier est un univers clos, impropre au débat d'idées, véritable étouffoir de l'émancipation intellectuelle. Le nombre de sujets réceptifs y est ridiculement faible et la majorité des ouvriers manque totalement de curiosité intellectuelle, préférant le ronron quotidien sécurisant ou se satisfaisant de slogans ou de mots d'ordre « communistes ». La sublimation du prolétariat par l'idéologie marxiste n'est en fait

que manœuvre démagogique.

Que cela soit donc une bonne fois pour toutes bien compris : l'édification d'une société meilleure – c'est-à-dire harmonieuse, responsable et adulte – ne sera jamais la seule affaire d'une classe sociale, mais celle de tous. La conscience révolutionnaire n'est l'apanage ni d'une classe ni d'une idéologie ni d'un peuple.

Ce que les libertaires entendent par « révolution » est tout autre chose qu'une prétendue domination ouvriériste. Son but est d'assurer à chaque individu le maximum de liberté et de bien-être. C'est dire que s'ils critiquent le confort bourgeois, ce n'est pas par l'hostilité d'un confort souhaitable, mais par réaction contre l'état d'esprit que

très souvent il engendre.

L'organisation révolutionnaire est l'un des principaux points de divergence entre les écoles marxistes et libertaires. Pour les anarchistes, il ne s'agit pas de fixer par avance, arbitrairement et rigoureusement, un plan de révolution. Ce que les révolutionnaires autoritaires entendent, eux, par « période transitoire » est pour les antiautoritaires une période de gestation qui, au lieu de suivre la révolution doit au contraire la précéder.

La transformation sociale peut s'effectuer par explosion faisant suite à un lent pourrissement des institutions et à une prise de conscience parallèle dans la population ou simplement par une lente et patiente évolution. Il faut avant tout qu'un ensemble d'événements et un concours de circonstances créent quelque part une situation révolutionnaire... à laquelle nous pouvons, cela va sans dire, donner un petit coup de pouce. Mais ne commettons pas l'imprudence de prédire en quoi consistera ce concours de circonstances. La marche de l'humanité vers l'émancipation – si l'on veut bien admettre son caractère inéluctable, fatal au sens étymologique du mot, ce qui reste à prouver – est et sera ralentie par des conflits incessants. La vie des sociétés, si complexe, où tant de sentiments et d'intérêts se combinent, s'opposent, se mêlent, se heurtent, ne pourra s'harmoniser que par un lent, très lent processus. La révolution, puisque révolution il doit y avoir, doit d'abord se faire dans les esprits. C'est à quoi

nous devons nous employer. Il faut avant tout démontrer aux individus et aux groupes qui composent cette société qu'ils peuvent et doivent ne plus déléguer leurs pouvoirs mais au contraire prendre eux-mêmes leurs responsabilités. La liberté ne sera jamais due au bon vouloir ou à quelques concessions d'un pouvoir autoritaire. Etre libre, c'est d'abord être mentalement adulte, responsable et capable de discipline personnelle.

André



Merci aux voleurs du Louvre

On espère comme tout le monde que l'on va retrouver les bijoux volés au Louvre ce dimanche 19 octobre 2025, dans la matinée, vol qui pourrait s'apparenter au casse du siècle. Les retrouver mais pour quoi faire ? Les remettre à leur place ou les vendre pour utiliser l'argent obtenu ainsi à bon escient ? Les retrouver donc mais pas pour les mêmes raisons que l'ensemble des gens. Tous ceux qui nous bassinent avec le patrimoine français. Les nouveaux Arsène Lupin viennent de ridiculiser les services de sécurité du Louvre, le musée le plus visité au monde. En moins de sept minutes, hier, une équipe constituée de quatre personnes a cambriolé la galerie d'Apollon au Louvre, l'endroit où sont conservés les diamants et les bijoux de la Couronne. C'est un coup de maître et un bon point pour les voleurs car aucun blessé n'est à déplorer.

Huit bijoux dérobés, deux retrouvés. Diadème, boucles d'oreilles, colliers... Ces huit bijoux ont été volés dans la galerie d'Apollon, qui abrite la collection royale de gemmes et les diamants de la couronne. Parmi ces huit objets volés figurent le collier de la parure de saphirs de la reine Marie-Amélie et de la reine Hortense, composé de huit saphirs et 631 diamants, et le diadème de l'impé-

ratrice Eugénie, épouse de Napoléon III, qui compte près de 2 000 diamants. Un vol de bijoux « d'une valeur inestimable » disent les experts. Ces centaines de diamants, tous ces saphirs donnent le tournis : ça en fait du pognon, un pognon de dingue.

Voilà ce sur quoi on est d'accord avec tout le monde : c'est le peuple de France qui a été volé. Mais cela fait des siècles que les têtes couronnées volent les Français car tous leurs châteaux, tous leurs meubles et décorations, tous leurs bijoux, tout leur or, toutes leurs richesses proviennent de la spoliation des paysans et des travailleurs. Il a fallu leur payer la dime, il a fallu effectuer gracieusement des travaux pour cette noblesse privilégiée. Et la Nuit du Quatre Août n'a pas tari les ressources financières de la noblesse. Certains nobles ont même acheté les Biens du clergé, les Biens nationaux à la Révolution française. Puis la bourgeoisie s'est installée confortablement dans les pantoufles de la noblesse pour mieux prendre sa place, pour faire des affaires et tout autant exploiter les travailleurs.

Alors, tous ces bijoux volés sont le produit de rapines antérieures. Dans chaque bijou volé, il y a les larmes et la sueur des artisans, des paysans et des ouvriers.

Alors, retrouvons ces bijoux. Les millions récupérés pourraient aller aux finances publiques pour redresser la dette, pour maintenir la retraite à 60 ans pour tous et toutes, pour augmenter les salaires et revivifier les services publics. Vendons nos bijoux ! Tout est à nous, tout ce qu'ils ont, nous l'ont volé. Partageons les richesses.

N'attendons pas que l'extrême-droite finisse le travail commencé par la droite, les socialistes et Macron en cassant davantage les services publics. Car pour le R.N., la

Santé, l'Education et les collectivités locales sont les trois grands pourvoyeurs d'emplois publics, donc trois sources de réorganisation majeures. Les coupes budgétaires sont claires et annoncées. L'extrême-droite ne vaut pas mieux que le reste de la classe politique.

Les bijoux, c'est à nous. Qu'on les utilise pour nous !

Patoche (GLJD)

Quel élitisme pour l'anarchiste ?

Ce qui fait qu'un individu se situe dans l'élite non conformiste plutôt que dans la masse grégaire est très souvent le fait du hasard. Hasard de la naissance, de l'éducation, du conditionnement, du milieu évolutif, etc. Telles personnes auront la chance de côtoyer des natures évoluées, épanouies et de s'enrichir à leur contact ; telles autres ne fréquenteront jamais que des êtres bornés et médiocres.

Le hasard ne fait cependant pas tout. Pour profiter pleinement d'un milieu favorable à l'épanouissement de la personnalité, encore importe-t-il de posséder en soi des qualités de curiosité, de volonté et de réceptivité. Notre société tient généralement en piètre estime la pensée libre et originale. Et celui qui n'est pas sensible aux séductions du profit et des honneurs officiels ne doit pas s'attendre à la considération de ses contemporains.

Dans cette civilisation mercantiliste et « performante », l'énarque et le technocrate, quand ce n'est pas le trader, le flic et le « para », représentent l'élite du système. C'est dire que tout ce qui passe pour intellectuel, artiste, et poète ou contestataire est l'objet d'un mépris d'autant plus écrasant que les tentatives de récupération par le système se révéleront moins efficace.

Rejetés par la société de consommation et de profit autant qu'ils la rejettent eux-mêmes, les marginaux répondent par une surenchère de mépris. Cette attitude – fort compréhensible au demeurant – contribue à les isoler plus complètement du peuple et restreint considérablement leur audience.

N'y aurait-il donc pour l'élite que cette seule alternative possible : le ghetto ou la tour d'ivoire ?

De même que l'autorité peut être naturelle ou artificielle, l'élite peut être réelle ou factice. La première relève de l'esprit : elle est rationnelle ; la seconde procède des sens : elle est essentiellement émotionnelle.

« Rien de plus difficile, note Georges Palante, que de dire à quel signe on reconnaîtra l'élite, c'est-à-dire la supériorité

intellectuelle ; car la prétendue supériorité sociale n'a aucune signification. Une seule chose est sûre : c'est que la supériorité intellectuelle et morale est chose essentiellement individuelle. Elle réside dans un individu, non dans une famille ni dans une classe. Il n'y a pas de « classe d'élite », il n'y a que des individus d'élite ».

Rien de plus vrai. Et pas plus que de classe d'élite, il ne saurait exister de « corps d'élite ». Désigner par ce vocable, comme il est hélas fréquent, l'agglomérat de (cherchez le qualificatif qui convient) que constituent les formations de légionnaires, de parachutistes, de « marines » ou de Waffen SS, c'est véritablement le comble de l'impudence et de l'absurdité.

Seul peut se prétendre de l'élite l'individu ayant formé sa personnalité propre et affranchi de tous les comportements et préjugés grégaires.

Cependant être artiste ou intellectuel ne confère pas de brevet de supériorité. Combien de « savants », de « penseurs » ou d'artistes de renom ne sont en réalité que de fades conformistes.

L'élite naturelle, celle de l'intelligence, du savoir et du cœur, ne vise ni à endoctriner ni à dominer. Elle s'efforce d'éclairer et de convaincre. Elle partage. Elle tend à amener autrui à son propre niveau. Au lieu de flatter la médiocrité, elle la fustige. Elle ne se laisse circonvenir ou dominer ni par l'argent, ni par le pouvoir, ni par les honneurs. Elle est incorruptible.

Dans l'encyclopédie anarchiste, Edouard Rothen nous donne sa définition de l'élite : « Est de l'élite tout individu qui ne suit pas l'ornière commune où se traînent tous les préjugés avec toutes les rancœurs et toutes les résignations. Est de l'élite celui qui cherche à s'instruire, à voir la vérité sur la condition humaine, à comprendre d'où vient le mal social et à lui porter remède. Est de l'élite celui qui s'efforce d'instruire les autres, qui recherche avec eux les moyens de la libération commune et pratique la solidarité dans l'équipe et la bonté. Est de l'élite celui qui prépare la révolution des cerveaux et des bras, de l'intelligence et

des cœurs, pour échapper à la dictature parasite, renverser les idoles, briser les chaînes et fonder la société où la justice régnera sur tous les hommes. »

Le nécessaire besoin de solidarité et d'harmonie sans quoi une élite véritable est inconcevable.

Il est évident que tous les politiciens, de l'extrême-gauche à l'extrême-droite ne peuvent se réclamer de l'élite ; pas plus que les religieux, les bigots, les faiseurs de fric etc.

Par contre, on constate aisément qu'il n'est guère possible d'appartenir à l'élite des hommes et des femmes qui pensent et qui raisonnent sans être assez proche des idées libertaires.

L'élite représente ce qu'il y a de meilleur, de plus noble et de plus élevé dans la nature humaine. Pourquoi donc n'y

inclurait-on pas ceux et celles dont l'idéal vise précisément à réaliser ce qu'il y a de meilleur et de plus juste ? Les rapports harmonieux de l'homme parvenu au stade adulte avec le milieu de même nature, c'est le principe même de l'écologie libertaire.

D'après A. P.



L'écriture inclusive, ce gimmick insupportable

Afin de détendre l'atmosphère, je vais commencer par une citation du regretté David Graeber tiré de son livre Pour une anthropologie anarchiste : « Toute théorie sociale anarchiste devrait rejeter la moindre trace d'avant-gardisme ». Avant que certains ne poussent des cris d'orfraie et ne me traite de réac, beauuf, droitard, facho (sport favori de la gôche radicale et des antifas de pacotille) je tiens à préciser que je n'ai absolument aucun grief contre la féminisation des noms, que la mode du « celles et ceux » ne me gêne en rien. Ce qui m'exaspère, c'est cette histoire de point médian et l'écriture illisible des mots.

Cette nouvelle façon d'écrire serait aux dires de certains un moyen pour améliorer l'égalité homme-femme (oui j'aurais pu mettre femme-homme mais un peu de provocation me sied bien !). Certains vont d'ailleurs s'empresser de me sortir des études de sociologues tous bien « progressistes » comme il se doit et donc m'expliquer que c'est un concept validé scientifiquement. C'est oublier que la Sociologie et autres sciences sociales (Psychologie, Anthropologie, Ethnologie etc...) ne sont pas des sciences dures, donc sujettes à tout un tas de biais, notamment idéologique et parfois même clanique. La publication dans des revues scientifiques vaut validation d'une thèse et comme dans ce genre de sciences, l'entre-soi est loin d'être absent, il est aisé de se valider entre pairs. Au temps pour la science.

Désolé, mais user du point médian à tout bout de champ comme le font si bien les écolos, les insoumis mais également des anarcho-syndicalistes, ne permet pas le moindre pas dans l'égalité entre les femmes et les hommes. Travaillant dans un secteur plutôt féminisé avec des collègues féminines de conditions populaires ou de classe moyenne, personne n'utilise quelque point

médian que ce soit et je doute même qu'elles soient intéressées par cette écriture illisible. L'égalité revendiquée, c'est l'accès aux mêmes métiers que les hommes (y compris les postes de « management » donc de pouvoir, gênant pour les anarchistes n'est-ce pas...), l'égalité salariale (A travail égal salaire égal), c'est la possibilité de circuler sans craindre les violences sexistes et sexuelles, c'est pouvoir s'habiller comme elles le souhaitent sans se faire insulter ou manipuler (n'est-ce pas nos amis islamo-gauchistes ? Un siècle à bouffer du curé pour en arriver à lécher les imams et les mollahs iraniens, quel exploit !). La liste est longue de tous les manquements à cette nécessaire égalité femme-homme.

En fait, ce point médian et son utilisation ne sont à mon sens qu'une forme d'aveu d'échec. Comme il reste des différences salariales, des différences de traitement, du sexisme en entreprise (ainsi que dans quasiment toute organisation quelle qu'elle soit tant certaines pratiques sont encore ancrées en nous sans oublier les rapports de pouvoir qui traversent toute organisation, fut-elle anarchiste...). On se gargarise de l'écriture inclusive en jurant par tous les grands dieux qu'on a œuvré à la cause des femmes... Bref ce n'est que de la rouspétière de sansonnet, voire un subterfuge honteux pour maquiller une 'impuissance bien réelle.

D'autres tendances m'exaspèrent et montrent bien le côté fallacieux voire illusoire de l'inclusivité. Dernier fait qui m'a d'abord fait sourire puis franchement énervé, la proposition de l'ex première ministre, Elisabeth Borne, de modifier la devise du Panthéon pour y insérer le mot femme. D'aucuns vont me dire que c'est normal, que les femmes seraient moins invisibilisées. Ma réponse sera claire : le terme Homme pris non dans le sens du genre biologique (qui n'en déplaisent à certains existe

bel et bien et n'est pas une construction sociale, suivez mon regard....) mais dans le sens « humain » englobe évidemment les femmes. Proposer de modifier et d'ajouter Femme dans la devise revient à considérer la femme comme absente de l'humain en général. Ça donne l'impression d'une infériorité qu'il faut corriger par ce subterfuge. Je ne vois pas trop où est le féminisme là-dedans. En outre, encore une fois, un bon moyen de diversion plutôt que s'occuper de l'école, des vrais enjeux de parité et d'égalité. Bref un gimmick pour bobos progressistes en mal de bien-pensance et qui aimeraient tant pouvoir accuser de « crime-pensée » ceux qui n'applaudissent pas à leurs trouvailles incongrues ! En attendant la « minute de la haine ».

Je considère que l'écriture inclusive non seulement est un gimmick inutile mais également une mode et comme

la mode type haute couture et les fashion week, les gens modestes n'y ont pas leur place et ne doivent y trouver aucun intérêt. Concluons donc avec Pierre Desproges : « Ne marche pas dans la mode, ça porte malheur ».

Charles-Olivier Lenourry de Bruneault



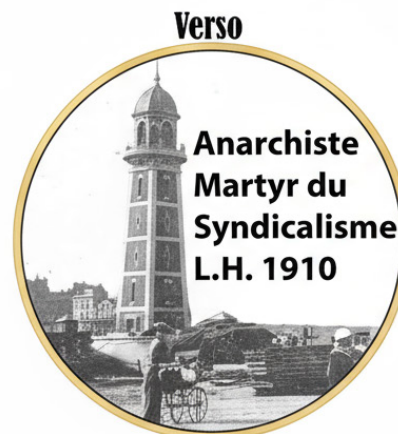
Souvenir Jules Durand

Dans le cadre du centenaire de la mort de Jules Durand (2026), le Groupe Libertaire Jules Durand (GLJD) vient d'éditer une médaille-souvenir à l'effigie de ce martyr du syndicalisme havrais. Recto-verso; cette initiative est à destination notamment des sections syndicales et Comités d'entreprises du Havre et des environs mais aussi des militants qu'ils soient libertaires ou non.

Début février 2026, nous publierons un deuxième numéro Hors-série sur Jules Durand avec des textes inédits ou oubliés à propos de ce syndicaliste libertaire.

En cas de commandes (3 euros la médaille), nous pouvons livrer là où nous avons des militants : Le Havre, Montivilliers, Harfleur, Gonfreville l'Orcher, Saint-Romain et Goderville. Bien entendu, nous ne ferons pas d'épicerie et les commandes devront être supérieures à 10 exemplaires. Nous ne ferons aucun envoi par la poste au regard du poids des médailles. Médaille diamètre standard 34 mm. Epaisseur 2 mm. Finition couleur « or ».

N'hésitez pas à nous contacter en laissant vos coordonnées téléphoniques.



L'Anarcho-syndicaliste Jules Durand

Ce qu'Armand Salacrou et les communistes disaient de Jules Durand en 1960...

Quelques réponses d'Armand Salacrou aux questions d'Appel-Muller dans La Nouvelle critique : revue du marxisme militant de juin-juillet 1960, N°117

— Si c'est une histoire, et je crois en effet que c'est une histoire de la lutte ouvrière française à travers les siècles, c'est aussi une histoire de mon enfance. J'ai déjà dit que c'est en tant qu'enfant que j'ai vécu cette aventure. Connaissez-vous une note que j'ai appelée « Certitudes et incertitudes morales et politiques », où, il y a quelques années, j'ai essayé de m'y retrouver dans mes réflexions politiques et morales ? Vous verrez que je n'ai pas improvisé l'affaire Durand, si j'ose dire, ces mois derniers ; dans cette note, vous pouviez lire ; « C'était au moment de la scandaleuse affaire du syndicaliste Durand, anarchiste innocent, tombé dans un traquenard policier, accusé d'un crime, condamné à la peine de mort. Le monde entier se passionna pour ce docker havrais ; c'est jusqu'aux ouvriers de Chicago qui organisèrent des grèves de solidarité et signèrent des pétitions contre le verdict. » Le Président de la République gracia, ne commua pas la peine de mort en travaux forcés à perpétuité, mais gracia complètement Durand, tant son innocence était évidente, et répugnante la provocation policière. Quand la grâce arriva, Durand était devenu fou de douleur, et il termina ses jours enfermé dans l'asile d'aliénés de Quatre-Mares. » Certains de mes camarades de lycée — j'étais alors au lycée — étaient des fils d'armateurs ou importateurs qui employaient ces dockers, dont la police brisait les grèves avec la violence que je viens d'évoquer. Ajoutez à cela que nous habitions devant la prison, que mon père était, comme tous ses amis, convaincu de l'innocence de Durand. C'est ce choc d'un enfant de dix ans qui apprend tout à coup que la prison n'est pas du tout ce que racontent les histoires de nourrices : l'endroit où l'on punit les méchants, mais que la prison peut être aussi l'endroit où l'on enferme les innocents. Et cette révolte d'enfant m'a poursuivi toute ma vie. [...]

Vous savez qu'il n'y a rien de plus dangereux que la mémoire, surtout la mémoire d'un écrivain. Combien de fois m'est-il arrivé, dans ma vie, d'être certain d'un fait, et ensuite preuves à l'appui (soit des notes que j'avais prises moi-même, soit des affirmations de témoins en qui j'ai une entière confiance) de constater qu'inconsciemment le fait s'était peu à peu transformé, avait proliféré. Et je craignais d'avoir retransformé l'affaire Durand, puisque je vous dis que je l'ai vécue à l'âge de dix ans. Mais depuis quelques années, j'ai essayé de retrouver tout ce qu'on peut retrouver comme documents. J'ai essayé de retrouver certains témoins encore vivants. J'ai relu toute la presse de l'époque, la presse réactionnaire comme la

presse socialiste, la parisienne comme la havraise. J'ai retrouvé pas mal de choses, les comptes rendus du procès, les plaidoiries des avocats, sauf, d'ailleurs, celle de René Coty, qui fut l'avocat de Durand. Je la lui ai demandée, mais il ne l'avait plus. Quelquefois, simplement un geste, un détail rapporté me donnait, me semblait-il, la clé d'un personnage. Par exemple, le fait que Durand élevait des pigeons-voyageurs et refusait de boire, que sa mère avait un livret de caisse d'épargne, que son père, le jour du jugement, s'est jeté sous un train dans la gare de Rouen ; et beaucoup d'actes, de gestes comme ceux-là qu'il serait trop long de rappeler. Sans oublier le souvenir des dockers qui habitèrent le quartier de mes dix ans... A partir de tout cela, j'ai donc écrit cette pièce. J'ai écrit en essayant non pas de romancer, mais de serrer d'aussi près que possible une certaine vérité historique. Et je dois dire que j'ai eu très peur quand j'ai publié le livre. J'étais sûr de mon intention, mais vous savez, on peut objectivement être un « salaud », avec de très bonnes intentions. Et j'aurais été désolé d'avoir écrit une œuvre où les héros de mon histoire ne se seraient pas reconnus. Je dois dire qu'une des plus grandes joies de ma vie d'écrivain, c'est d'avoir reçu des dockers actuels du Havre, que je ne connais pas et qui ne me connaissent pas, mais qui ont lu mon livre et qui se nomment eux-mêmes « les successeurs de Jules Durand et de ses camarades », le texte d'un communiqué de leur syndicat qu'ils ont fait publier. J'y lis ceci : « Cette pièce courageuse et émouvante, écrite avec talent, met en scène les principaux personnages de l'affaire en respectant la vérité historique. Tous ceux qui l'ont lue recommandent (le livre) à ceux plus nombreux encore, qui le liront pour revivre dans ces pages le drame de Jules Durand. »

Je crois que, pour moi qui suis le type du petit-bourgeois devenu écrivain individualiste, c'est un jugement très important. J'ai certes milité pendant six ans, quand j'étais jeune. J'ai fondé en 1916 les Jeunesses socialistes du Havre. A ce moment-là les Jeunesses socialistes du Havre, c'était l'extrême... Il n'y avait rien d'autre. J'ai suivi les majoritaires au Congrès de Tours, j'ai milité dans le Parti jusqu'en 1922, mais tout de même j'étais le garçon qui n'a jamais coltiné du charbon sur les quais ; dans mon livre, d'ailleurs, je le dis : « Je crois qu'on ne peut comprendre l'ouvrier que si on a partagé non seulement les luttes, la misère, mais aussi les difficultés de la situation ouvrière ». Et moi qui n'ai jamais, ni à dix ans, ni à vingt ans, ni jamais plus tard, partagé cette vie, comment allais-je réinventer la vie des ouvriers charbonniers ? Vous savez qu'il n'y a pas beaucoup d'ouvriers dans le théâtre français contemporain. Les « miens » allaient-ils être des ouvriers d'opérette ? Je dois dire que le fait que ceux qui se considéraient eux-mêmes, à la C.G.T., les successeurs de Jules Durand, affirment que mon livre ne les trahit pas, loin de là, et qu'ils reconnaissent leurs pères dans mes héros ainsi que la vie et le procès de Durand, a été pour moi un très

grand réconfort.[...]

Durand n'est pas un grand théoricien ; c'était loin même d'être un théoricien. C'est peut-être par là qu'il m'a plu, d'abord, parce qu'un grand théoricien, je ne crois pas que ça puisse faire une bonne pièce de théâtre. On a joué il y a une dizaine d'années, une pièce sur Karl Marx ; la pièce n'était pas très bonne, parce que les grands théoriciens, ce sont d'abord d'autres théoriciens qui doivent étudier leur vie ou leur œuvre, et ça s'étudie dans des œuvres théoriques. Je crois donc que Jules Durand était un personnage de théâtre, précisément dans la mesure où il n'était pas un théoricien. J'ai pu prononcer au hasard d'une conversation le mot « saint ». C'est cependant un mot qui n'a pas grand sens, en dehors du catholicisme. Si je voulais prendre un mot pour qualifier Durand, je dirais plutôt un héros. Mais là encore, je crois que ni le mot saint ni le mot héros n'ont de valeur, car Durand était simplement un militant qui ne pensait pas du tout à ses risques personnels, qui ne pensait qu'à la cause qu'il voulait défendre ; c'était, si vous voulez, le type même du parfait militant qui ne pense pas à la mort, mais à son travail. Durand n'aimait pas la mort. Il aurait voulu vivre. Il ne s'est pas jeté du tout au-devant des mitrailleuses en disant ; « Vive la mort ». C'est un homme qui aimait vivre et qui, malheureusement, n'a pas pu vivre. Durand était un homme doux, tendre et bon. Sa révolte devant la misère l'avait conduit au syndicat pour libérer la classe ouvrière, et à l'anarchie par fraternité humaine. Or en 1910, certains anarchistes essayent d'annexer Jésus-Christ, et dans les lettres de la folie de Durand, il a essayé de s'identifier à Jésus-Christ, mais pas du tout comme un chrétien, mais comme un anarchiste révolutionnaire pour qui Jésus-Christ était un anarchiste révolutionnaire. Pour lui, et pour beaucoup d'anarchistes à l'époque, Jésus fut l'homme qui s'opposa aux riches, qui essaya d'instituer une sorte d'amour universel. Le « Aimez- vous les uns les autres » était pour ces compagnons anarchistes, très près du « Travailleurs de tous les pays unissez-vous ». Et il y a des lettres de Durand après la condamnation à mort où il écrit : « Jésus aussi a souffert sur la croix, et moi aussi je souffre comme Jésus », mais il est hors de question qu'on puisse penser à une foi religieuse. D'ailleurs, les catholiques n'ont jamais essayé d'annexer Jules Durand. [...]

Au procès, je crois qu'il a été très déconcerté. J'ai assisté, avant d'écrire ce livre, à deux ou trois procès d'assises, dont celui de Dominici. J'avoue que c'est, pour un accusé, extraordinairement déconcertant... Juré, j'aurais acquitté Dominici. J'avais le sentiment d'un innocent englué dans un jeu dont il ne comprenait pas le mécanisme épouvantable. Il existe une lettre publiée dans les journaux où Durand, à tort ou à raison, dit : « Mon avocat n'a pas fait montre de beaucoup d'esprit de contradiction ! » Mais l'avocat de Durand avait une tâche particulièrement difficile. C'était l'époque des grands attentats anarchistes : en Normandie, par exemple, il y eut des récoltes incendiées.

Or, le jury était composé de paysans normands ; lorsque Durand a dit, ou lorsqu'on lui a fait dire, ou qu'on a dit de lui que c'était un anarchiste révolutionnaire, les jurés ont pensé : « C'est un de ces gars-là qui me brûle mon foin ». Alors, ils furent impitoyables.[...]

Mais bien sûr. D'ailleurs, il y a dans La Vie Ouvrière de 1911 un très complet compte rendu de l'affaire Durand, juste après sa condamnation. On sent, à travers ce compte rendu, comme une critique à l'égard de Durand sur sa manière de conduire cette grève. En plein mois d'août, on ne déclenche pas une grève du charbon.(...)

Interview de Roger Le Marec, secrétaire du syndicat des charbonniers en 1960 et de Louis Eudier, secrétaire adjoint de l'U.S.H. Ce sont deux militants communistes havrais qu'on ne peut soupçonner de connivence avec les anarchistes.

R. Le Marec. — Jules Durand est un héros de la classe ouvrière et il appartient un peu à la légende. Tous les ans nous allons sur sa tombe. Il y a chez lui des côtés qui paraissent curieux ; le fait qu'il ne buvait que de l'eau par exemple. Il n'y a pas de quoi sourire, il ne faut pas oublier le prestige et le respect qui entouraient un homme comme cela dans un milieu d'alcooliques.

L. Eudier. — C'était, en son temps, un militant exemplaire. Il était anarcho-syndicaliste, et pensait qu'il fallait d'abord éduquer la classe ouvrière avant de la mener à son émancipation politique et sociale. A cette fin, il se voulait un exemple avec beaucoup de courage. Il incarne un moment de la classe ouvrière. Il est hors de doute que le sacrifice d'hommes comme Durand a conduit la classe ouvrière à des mouvements plus élevés. La conduite à un niveau supérieur de conscience. C'est vrai en particulier au Havre où, dès 1922, les métallurgistes tinrent 110 jours de grève. Aussi notre souci est-il de présenter au monde ouvrier le véritable visage de Jules Durand, de le remettre dans son contexte, à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'affaire.

R. Le Marec. — Je voudrais rappeler ce fait : aux Assises, tout de suite après l'énoncé de la sentence, les nerfs de Durand cédèrent devant la monstruosité du verdict. Il eut une crise de nerfs. Alors on lui passa la camisole de force. Par la suite, il la garda quarante jours dans la cellule des condamnés à mort. Voilà comment la bourgeoisie fabrique un fou. Et je ne parle pas des campagnes de diffamation qui suivirent sa libération et qui contribuèrent à le conduire à l'asile. L'affaire Durand, c'est l'affaire Dreyfus de la classe ouvrière.

Nous reviendrons régulièrement sur l'Affaire Durand dont l'année 2026 correspond au centenaire de Jules Durand, anarchiste et syndicaliste.

Lecornu : Bis Repetita

Celui qui se définit comme un moine-soldat aurait dû utiliser une autre image quand on sait ce qu'il est advenu des Templiers notamment leur grand maître, Jacques de Molay. Bref, gouvernement ou pas, les travailleurs sont confrontés aux dures réalités de la vie et ce n'est pas le Lecornu qui y changera quelque chose. Les enseignants, déconsidérés, mal rémunérés, voient leurs conditions de travail se dégrader. Les personnels soignants aussi ; ces derniers vivent ainsi que les enseignants des situations de violence extrême.

D'autres salariés exercent leurs métiers dans des conditions très difficiles voire dangereuses, notamment dans le bâtiment ; il n'est qu'à constater le nombre d'accidents du travail dans cette branche professionnelle. Combien d'autres sont pressurés par des objectifs de rendement toujours plus élevés ou des contraintes budgétaires inatteignables. Combien de suicides faudra-t-il pour qu'enfin certains patrons prennent en considération la souffrance au travail, la pression et la mise en concurrence des salariés... Les petits artisans font des journées à rallonge et sont exténués, les auto-entrepreneurs aussi. Mais ce qui fait le point commun de tous ces travailleurs, ce sont leurs difficultés croissantes à faire face aux aléas de la vie. La plupart des familles monoparentales sont dans la tourmente financière. Pour tous et toutes, l'inquiétude, c'est de ne pas finir le mois, c'est de ne pas pouvoir payer les études des enfants, c'est de se loger correctement, c'est de pouvoir faire garder ses enfants, c'est de pouvoir trouver une solution pour les parents âgés en perte d'autonomie, c'est de se déplacer à moindres frais, etc. Ce n'est pas d'avoir un gouvernement ou non. Par ailleurs tous les travailleurs subissent des situations de travail nouvelles provoquées par le réchauffement climatique. Faire classe quand on est exposé plein sud en juin, travailler comme couvreur sur les toits ou tout travail en extérieur... Voilà ce à quoi ces salariés sont confrontés au quotidien. Et les situations sont variées. Alors, se fier et déléguer son pouvoir à des politiciens qui pour la plupart n'ont jamais été confrontés au salariat et à des conditions de travail déplorables, c'est comme se tirer une balle dans le pied. On ne pourra jamais avancer avec des gens qui donnent des conseils et des ordres qu'ils n'auront jamais à suivre. On connaît le refrain, faites ce que je dis, pas ce que je fais. Qu'est-ce qu'un Lecornu qui a commencé comme assistant parlementaire à 19 ans connaît des travailleurs ? Rien, que dalle ! Et pour cause, il n'a jamais mis les pieds à l'usine ni mis les mains dans le cambouis.

Les travailleurs et les travailleuses n'aspirent qu'à une chose, c'est qu'on tienne compte de leur réalité et qu'on améliore leur situation avec eux. Les atermoiements, les rivalités entre politiciens, leurs postures et parfois leur

dogmatisme, c'est peu de balle pour les gens. Les politiciens n'ont qu'un horizon, c'est celui des joutes électorales, car du résultat des élections, dépend leur gagne-pain et les avantages qui découlent de leur fonction.

Les politiciens recherchent des économies à faire, nous avons des idées dans un premier temps :

Pas un rond pour les religions ;

Pas un rond pour les marchands de canon ;

Suppression des parlementaires et partout autogestion ...

Les budgets militaires explosent et les multinationales de l'armement enregistrent des profits record, nous le dénonçons régulièrement dans le libertaire. Monsieur Macron a, certes, annoncé un nouvel effort de financement de la guerre, supérieur de près de 10 milliards par an aux 413 milliards d'euros déjà prévus par la loi de programmation militaire jusqu'en 2030 mais il a oublié de préciser au détriment de quels services publics. Les associations sociales sont à l'os et ne peuvent plus fonctionner faute de ressources suffisantes.

Les marchands de mort se frottent les mains et profitent d'un marché juteux dans lequel les États injectent des centaines de milliards alors que les besoins en santé, éducation et ceux dus au réchauffement climatique sont de moins en moins pris en compte. Présenter ces milliards d'euros à déboursier pour se protéger de la Russie, c'est mentir à la population pour mieux la spolier et favoriser les détenteurs d'actions dans les usines d'armement. A qui profite le crime serait-on amené à penser. Qui a toujours eu intérêt à faire la guerre si ce n'est les nantis de tous pays qui eux s'unissent pour leurs profits.

Dans le monde des travailleurs, la priorité est de réinstaurer l'indexation des salaires et des retraites sur les prix et de sortir du cercle vicieux des exonérations de cotisations sociales qui coûtent très cher aux finances publiques et incitent les patrons à maintenir les salariés au SMIC.

Les travailleurs ne peuvent faire confiance qu'à eux-mêmes mais surtout pas aux politiciens quels qu'ils soient, de l'extrême-gauche à l'extrême-droite en passant par toutes les chapelles idéologiques.

La Révolution est au bout de la réflexion et de l'action, pas des élections.

Patoche (GLJD)

Après le deux octobre 2025

Le deux octobre 2025 est-il un semi-échec sur le plan de la mobilisation syndicale ?

Réponse de Normand : oui et non. Oui si l'on considère que les syndicats ont fait moins bien que le 18 septembre, d'autant que le nombre de grévistes dans la Fonction publique fut assez faible. Non si l'on considère que les gens sont dans la merde financièrement et trouver encore 500 000 manifestants en France après deux jours de grève en septembre relève d'une bonne mobilisation.

C'est dur au final de décoloniser notre imaginaire de travailleurs de l'aliénation étatique et marchande. Et de faire grève quand on a de nombreux crédits, un petit salaire, des enfants en études...

D'un côté, nous avons les militants combatifs et souvent chevronnés qui argumentent en disant que les grévistes en ont assez des grèves saute-moutons et qu'il faudrait une bonne grève générale pour mettre un bon coup de pied dans la fourmilière pour obtenir satisfaction. Cependant la grève générale ne se décrète pas, elle se prépare et se construit. Il ne suffit pas d'appuyer sur un bouton pour que tout le monde se mette en marche. Heureusement d'ailleurs.

Dans le meilleur des cas, certains grévistes demandent des mandats impératifs, des A.G. souveraines, etc.

Le problème des travailleurs, c'est d'avoir à faire à un syndicalisme de partenaires sociaux. On est loin de l'émancipation rêvée par les tenants de la Charte d'Amiens en France ou des révolutionnaires de la CNT espagnole en 1936.

Le principe de réalité primant aujourd'hui, force est de constater que le syndicalisme d'accompagnement se heurte à sa soumission à la politique politicienne. Alors que les militants des origines s'appuyaient sur l'action directe, c'est-à-dire sans intermédiaires politiques, les dirigeants syndicalistes de 2025 ne veulent pas assumer leurs responsabilités.

Ces derniers disent qu'ils revendiquent d'un point de vue corporatif ou pour entraver les projets néfastes des gouvernements successifs mais à aucun moment ils disent : « qu'ils s'en aillent tous » et on va autogérer la société. Au contraire, ils assument le partage des tâches. Aux syndicats les revendications et les mobilisations ponctuelles ; aux politiques de trouver une réponse et des solutions aux attentes des salariés et des chômeurs. Ce qui a pour conséquence de ne jamais vouloir pousser le bouchon trop loin. La séparation des pouvoirs en quelque sorte.

En attendant l'alternance politique.

Heureusement que de temps à autre des secousses se produisent et que la mobilisation conséquente des travailleurs dépasse la cogestion syndicalo-patronalo-policienne. Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Chacun joue sa partition. Et comme en 1936, des couacs peuvent se produire et c'est dans ces occasions historiques qu'il faut pousser aussi loin qu'on peut.

Déjà, fin XIXème Elisée Reclus affirmait qu'une majorité de gens ne désiraient pas finalement changer trop profondément l'ordre des choses et que c'était sur l'éthique qu'il fallait s'appuyer pour gagner. Que l'évolution suivait son cours et qu'à certains moments comme dans la nature, il y avait des secousses et à ces moments de « révolution », il fallait pousser au maximum pour obtenir le plus de choses possibles avant que l'évolution ne suive à nouveau son cours. Même si parfois des régress étaient possibles.

Malatesta, lui, disait que les couches de travailleurs qui avaient pourtant le plus intérêt à gagner en se mobilisant n'étaient pas forcément aux rendez-vous et qu'on trouvait souvent les classes moyennes ou plus favorisées à la tête des mouvements sociaux et des revendications pour tout le monde. Et ce n'est pas tout à fait faux encore aujourd'hui.

Séverine disait parallèlement « avec les pauvres toujours, malgré leurs erreurs, malgré leurs fautes... » Et que d'erreurs parfois chez les pauvres même s'il existe encore quelques poches de résistance dans cette catégorie sociale.

Les tenants du pouvoir ont, de même, de beaux jours à couler quand on observe les chamailleries militantes : un croc en jambe par ci pour le concurrent, une récupération par-là, des fake-news pour discréditer l'autre etc.

On peut regarder de tous côtés, les organisations qu'elles soient partidaires, syndicales ou associatives sont toutes réformistes quand elles obtiennent des concessions du Capital ou de l'Etat même si elles sont obtenues par leurs participations aux luttes.

Les anarchistes synthésistes proposent le fédéralisme libertaire qui permet de préserver l'autonomie de chaque individu. Ils sont sur le plan de l'organisation anarcho-syndicalistes car il faut à la fois signer la fin de l'Etat et par la gestion directe des entreprises, autogérer l'économie pour acter de même la fin du Capitalisme.

Dans la finalité, les synthésistes sont communistes li-

bertaires afin d'éviter que le syndicalisme ne s'impose hégémoniquement. La Commune devra être auto-administrée notamment au niveau des services publics et de la répartition des richesses produits en liaison avec les syndicats. Les associations de consommateurs auront leur rôle à jouer.

Les communes se fédérant entre elles jusqu'au niveau régional puis aux structures géographiques plus importantes. Le but de la vie étant d'être heureux et d'organiser un partage social et économique égalitaire dans un environnement sain. Tous les biens doivent être communs et reposer sur le droit d'usage. Bien être et liberté seront à la base d'un autre futur où l'imaginaire devra reprendre ses droits avec nos capacités à innover, rêver, à s'entraider, sans domination et sans aliénation y compris militante.

Si la montée de l'extrême-droite nous inquiète, nous pouvons nous réjouir que parfois des militants contournent

les structures intermédiaires que sont les syndicats ou les partis politiques. Depuis quelques années nous avons assisté au mouvement des gilets jaunes et nous voyons aussi que les têtes de cortèges dans les manifs sont trus-tées par des éléments qui veulent dépasser les manifs ballons. Jusqu'à la pétition contre la loi Duplomb. Toutes ces initiatives horizontales brisent la verticalité d'organisations qui avaient l'habitude de tout dicter. Les syndicats d'aujourd'hui et les partis politiques font partie de la sphère étatique et sont un rouage essentiel du maintien de l'ordre social. Les professionnels institutionnels de la démocratie sont tous d'accord pour que rien ne change. Aux anarchistes de montrer qu'il n'existe pas de sauveurs suprêmes mais que c'est à chacun de faire ses affaires, qu'il faut refuser les chefs et que nous devons aller vers l'égalité économique et sociale, la seule voie capable de nous conduire vers une réelle alternative.

Patoche (GLJD)

Les Ramoneurs de Menhirs au Havre

Quel spectacle, quel public ce samedi 4 octobre 2025!

Au-delà de la prestation des artistes, c'est cette communication et connexion avec le public qui était remarquable. Des chants traditionnels bretons mis à la sauce punk celtique. Lorann, ancien des Bêru à la guitare électrique, Erik à la bombarde, Richard au binioù et Gwénaél au chant : quelle cohésion ! Et l'on voit bien que c'est l'amitié qui fait leur force ainsi que leurs convictions libertaires, antifascistes, antiracistes, féministes et écologistes... Sans compter la défense des langues dites régionales. « Et entre la Bretagne et le Pays basque, il y a la France ». Une scène avec le drapeau de la Palestine, le drapeau des anarchistes ukrainiens (Makhno) et un drapeau breton pirate.

« Siamo tutti antifacisti », Bella Ciao en Breton... repris par le public. Et le chant des partisans à la bombarde, un grand moment. Et la police ne fut pas en odeur de sainteté. Vive le feu, Porcherie... que de bons moments pour les plus anciens car le public recoupait tous les âges. Les vieux anars mais aussi de bien plus jeunes qu'on voit sporadiquement dans les manifestations mais qui ne souhaitent pas militer. Quatre cents places vendues à guichet fermé alors que la salle de Bléville pourrait contenir le double d'entrées. Sécurité et contraintes obligent.

Mais on ne va pas boudier notre plaisir car les Ramoneurs ont joué jusqu'à 1h30 du matin. Quelle énergie ! Ca dansait et ça pogotait.

Loran est reparti avec un livre sur Jules Durand, anarchiste et syndicaliste. Emu, Loran, et la bise à l'auteur.

Cette jeunesse qui emmerde le Front National, cette jeunesse de Normandie qui emmerde tous les nazis de Normandie... était bien présente hier soir et c'est ce qui nous revigore. La jeunesse anarchiste du Havre était là et ce fut aussi l'occasion de revoir de vieux copains qui n'ont rien oublié.

Merci les Ramoneurs pour votre énergie sympathique.

On va souhaiter bon courage aux Ramoneurs qui vont entamer une tournée dans plusieurs villes du Sud où le R.N. a fait des scores pléthoriques.

Salut à vous, Ramoneurs : recevez toute notre amitié libertaire.

Groupe Libertaire Jules Durand – Le Havre



Forges d'Hennebont

Suite du libertaire de Septembre

Les ouvriers présentent alors aussi des revendications en faveur des manœuvres qui ne gagnent que 1 fr. 75 par jour, moins cinq centimes retenus pour l'alimentation de la caisse des retraites.

Ceux-ci demandent donc une augmentation de vingt-cinq centimes, qu'on leur a refusée il y a deux ans. L'administration refuse à nouveau et le 1er juillet, par 366 voix contre 9, la grève est décidée.

Certains ouvriers avancent que la grève a été décidée par 400 syndiqués. L'usine d'Hennebont compte donc un taux de syndicalisation fort honorable de 20 à 22%, ce qui permet d'envisager un rapport de force non négligeable en cas de conflit social.

La Confédération Générale du Travail envoie trois militants de premier ordre pour aider les grévistes dans leur organisation, leurs revendications et les négociations : Bourchet, Lévy et Latapie. Ce sont des militants chevronnés qui appartiennent à la tendance révolutionnaire de la C.G.T.

L'arrivée d'Alexandre Bourchet

Si l'opinion publique est favorable aux grévistes, la plupart des journaux nationaux et régionaux prennent le parti du patronat des Forges : « Jeudi une grève d'abord partielle a éclaté aux forges d'Hennebont et Lochrist et n'a pas tardé à devenir générale. Dix-huit cents ouvriers environ ont quitté le travail. Un délégué mandé télégraphiquement est arrivé de Paris.

C'est drapeau rouge en tête que les ouvriers sont allés le recevoir à la gare. Les grévistes demandent une augmentation de salaire. Malheureusement les forges, qui ont déjà fait des concessions, ne sont pas disposées à en faire de nouvelles. Au contraire, le bruit court que l'administration aurait décidé la fermeture des ateliers pour trois mois, la saison étant morte en ce moment. En prévision de désordres, les autorités sont sur les lieux avec des Forces de gendarmerie. On a, de plus, prévenu la troupe pour, en cas de besoin, protéger les habitants. »

L'Arvor, journal catholique, indique que les Forges ont déjà fait des efforts (on ne sait pas lesquels) et brandit la menace d'une fermeture de l'usine pour trois mois, alors que les ouvriers n'ont que leur seule force de travail à vendre pour manger et faire manger leurs familles. Alors que la grève est légale, que les ouvriers demandent juste à maintenir leurs acquis pour certains ou à améliorer leur

salaire pour les manœuvres, la direction fermerait ses portes sans aucune possibilité de discussion ? Les catholiques distillent toujours la peur. A défaut des flammes de l'enfer, c'est dans le cas présent le chômage forcé, un lock-out des métallurgistes qui est présenté implicitement. Et l'armée est prévenue pour protéger les habitants et non la propriété des usiniers. Beau jésuitisme.

Seuls le journal Le Progrès du Morbihan paraissant tous les deux jours et l'Hebdomadaire anarchiste, Les Temps Nouveaux, administré par Jean Grave prennent le parti des travailleurs sans restrictions aucunes.

Le délégué de la Fédération des ouvriers métallurgistes de France, Alexandre Bourchet vient apporter aux grévistes, l'appui de la CGT. Il est attendu à la gare par deux mille personnes. Il est conduit jusqu'au terrain syndical par un magnifique cortège. Il n'y a pas de Bourse du Travail, pas de Maison du Peuple, alors les ouvriers se réunissent dans un champ à ciel ouvert. Les grévistes sont chaussés de sabots ; ils portent la bannière du syndicat et des drapeaux rouges flottent au vent. De même ils entonnent des chants révolutionnaires : « C'était un beau spectacle, que de voir cette colonne d'ouvriers portant la blouse et le chapeau rond du paysan breton, chanter la Carmagnole et l'Internationale. »

Bourchet engage les métallurgistes à la résistance, loin de la résignation prônée par les religieux ou les syndicalistes réformistes.

Les jours suivants, il donne une conférence devant des auditeurs de plus en plus nombreux y compris des centaines de femmes, puis des manifestations sont organisées à l'issue de chaque réunion : « Aux dernières réunions assistaient plus de mille femmes. Après chaque conférence, les grévistes organisent une grande manifestation ; ils défilent aux chants de la Carmagnole et de l'Internationale et vont jusqu'aux Forges. Y assistent les femmes des ouvriers au nombre de plusieurs centaines ; elles tiennent à honneur de porter les drapeaux ».

Nous apprenons dans la presse régionale que Jacques Giband, maire d'Hennebont en 1903, était l'ancien directeur des Forges d'Hennebont. Il se fait prendre à partie par une certaine presse et est accusé d'avoir engagé jadis, dans un but électoral, plus d'ouvriers qu'il n'en fallait pour le fonctionnement de l'usine. A ce titre, il devrait assumer une part des responsabilités dans la grève en cours.

Le lundi 6 juillet, des incidents se produisent face à l'intransigeance du patronat des Forges : « Quelques-uns

ont descellé les grilles de Monsieur Egré, directeur des Forges ».

Dans la foulée, le Sous-préfet, Monsieur Duclos, réquisitionne un bataillon du 62^e de ligne parti de Lorient pour ramener le calme à Hennebont, en plus des gendarmes qui sont déjà présents sur place.

Ce lundi, plus de deux mille personnes se rendent aux usines de Lochrist. La Carmagnole et autres chants révolutionnaires sont entonnés.

Le mardi 7 Juillet, les ouvriers commencent à s'exaspérer, les femmes deviennent de plus en plus nerveuses. Elles ont forcé le cadenas de la porte du directeur en demandant du pain et à boire.

L'usine est gardée militairement et les contremaîtres ne circulent aux alentours que sous la garde des gendarmes. Les ouvriers se promènent dans les rues de la ville ; le drapeau rouge en tête est porté par une femme. Les enfants entonnent l'Internationale et la Carmagnole. Le cortège est conduit par le syndicat des ouvriers de l'industrie métallurgique du canton d'Hennebont. Les manifestants se dirigent vers l'usine de Lochrist où ils menacent de tout briser si Egré, le directeur, ne leur donne pas satisfaction. L'armée se renforce avec la venue du 2^e chasseurs de Pontivy qui viennent s'ajouter aux militaires sur place.

Le Maire d'Hennebont reçoit les grévistes mais se déclare impuissant à leur venir en aide. Après cette réunion, une délégation, composée de MM. Gaudin, Chenu, Gorel, Kerbastard et Lecoq, membres du syndicat, se rend à Lochrist pour être entendue par M. Egré. Les délégués, reçus par le directeur à dix heures du matin, se retirent, après avoir exposé les revendications des grévistes, sans avoir pu obtenir autre chose que de soumettre leurs desiderata au conseil d'administration, à Paris. Pendant ce temps les grévistes parcourant les rues d'Hennebont bannière rouge déployée en tête se dirigent au-devant de la délégation à Lochrist.

Dès que la situation est exposée, les grévistes éprouvent un vif mécontentement. La maison particulière du directeur est envahie, malgré la présence des gendarmes, et des femmes, surtout, se livrent à des déprédations. Puis la boulangerie Lebrigand, de Lochrist est saccagée, des champs sont dévastés dans la nuit. Le capitaine de gendarmerie, dépassé, télégraphie au sous-préfet pour envoyer la troupe sur les lieux. Dans la nuit deux compagnies du 3^e de ligne reçoivent l'ordre de partir sac au dos et de se mettre à la disposition du capitaine de gendarmerie. Les deux compagnies renforcent ainsi un dispositif policier déjà conséquent, ce qui ne laisse rien augurer de bon.

Les forges sont occupées militairement, les ateliers sont

gardés et la maison du directeur entourée d'un cordon de protection ainsi que toutes les issues aboutissant à l'usine.

Un autre motif de mécontentement est apparu avant la grève où l'on a vu la direction donner aux surveillants et contremaîtres des augmentations mensuelles de 25 à 100 francs depuis le premier janvier 1903, ce qui fait dire au journaliste du Progrès du Morbihan : « c'est le procédé habituel du patronat ; combler la chiourme de faveurs afin de mieux humilier les travailleurs. »

Comme nous le verrons ultérieurement, Le Progrès du Morbihan est un journal que l'on qualifierait aujourd'hui de lutte de classes. Il ne mâche pas ses mots contre les capitalistes.

Mercredi 8 juillet, en soirée, une nouvelle réunion a lieu à Hennebont dans le champ qui appartient au syndicat. Bourchet monte sur une table et donne lecture du télégramme du conseil d'administration de la Société des Cirages Français refusant catégoriquement de souscrire aux revendications des ouvriers. Il fait un discours virulent, flétrissant les capitalistes et le directeur des forges M. Egré, qu'il traite d'affameur du peuple. Le sous-préfet de Lorient, M. Duclos, n'est pas ménagé non plus par l'orateur qui affirme que ce fonctionnaire a commis un grave abus de pouvoir en donnant ordre à la troupe d'empêcher après la manifestation du matin les ouvriers des forges de Saint-Gilles de passer près de l'usine pour se rendre chez eux, abus de pouvoir qui a eu pour conséquence d'irriter encore davantage les ouvriers.

Il fait ensuite voter par tous les grévistes, au nombre de 1 800, la continuation de la grève. Après une contre-proposition faite pour la cessation de la grève, aucune main ne se lève. Il organise ensuite la résistance et fait voter par toute l'assistance le refus absolu de se rendre à la paye qui doit avoir lieu le prochain samedi. Des patrouilles de grévistes seront organisées dès le lendemain pour se tenir en contact avec l'usine qui sera surveillée de très près. Bourchet fait l'apologie des femmes d'ouvriers qui montrent une énergie sans égale dans les manifestations et qui remplissent tout leur devoir. Il termine son discours au cri de « Vive la grève ! »

Du terrain syndical les grévistes parcourent les rues de la ville pour le conduire à la gare. Environ 1 500 femmes marchent en tête du cortège portant des drapeaux tricolores. Plus de 2 000 hommes ferment la marche au chant de l'Internationale.

D'autres sujets de mécontentements parviennent aux grévistes. On annonce que certains commerçants refusent déjà des vivres à leurs clients. Le Progrès met en garde les commerçants : « Ces gens qui vivent des ouvriers, en se solidarisant ainsi avec les patrons exploiters, s'attireront la vengeance de la classe ouvrière. Ils seront mis à

l'index et leurs noms affichés dans toutes les communes du canton. Œil pour œil, dent pour dent. Le prolétariat tout entier doit avoir les yeux fixés sur ces 1700 braves ouvriers bretons. »

Malgré des manifestations massives soutenues par la population, la Compagnie maintient son attitude intransigeante et ne veut rien accorder aux ouvriers. Le comité de grève lance partout des listes de souscription et des appels aux dons.

Le 9 juillet, la première distribution de pain et de pommes de terre est organisée ; elle sera étendue les jours suivants : « Dans quelques jours, on organisera la cuisine populaire dans toutes les communes, les repas en commun avec les femmes, et les enfants. La dignité des travailleurs impressionne ; on ne voit pas d'hommes ivres ; chacun réserve les quelques sous qu'il possède ; chacun ménage ses munitions dans la guerre sociale ; la mitraille, les gros sous du prolétariat viendra à bout des trésors du capitalisme ».

Les grévistes s'organisent comme ils peuvent. Certains parcourent les campagnes, ramassent du bois, d'autres échelonnés sur les bords du Blavet, pêchent pour vivre.

Des distributions de pain et de pommes de terre sont effectuées dès le jeudi. Les grévistes sollicitent les habitants d'Hennebont leur demandant des secours pour la grève. Ils émaillent leurs manifestations de « A bas la calotte ».

De son côté l'union fédérale de la métallurgie adresse l'appel suivant : « C'est du fond de la Bretagne que douze cents familles vous crient à l'aide et font appel à votre solidarité.

Les ouvriers métallurgistes des forges d'Hennebont se sont vus dans l'obligation de cesser le travail pour empêcher une diminution nouvelle de leurs salaires. Dans ce pays, où le prix de la journée semble avoir atteint son minimum excessif, puisque certains camarades gagnent la somme fabuleuse de 34 sous par jour, les travailleurs ont été réduits à désertier l'usine pour éviter de nouvelles réductions. Tous solidaires, les 1800 grévistes s'adressent à vous, travailleurs conscients, ils vous demandent à travers les conflits multiples qui attirent l'attention du prolétariat, de réserver, un peu de solidarité pour ceux qui dans cette Bretagne tant exploitée, ont eu l'audace de se dresser en face de l'exploitation capitaliste et de lever le drapeau de l'émancipation sociale. »

Le 10 juillet, les dirigeants de la Société des Cirages Fran-

çais annoncent par affiches que les usines de Lochrist et Kerglaw seront fermées jusqu'à nouvel ordre. Ils mettent de l'huile sur le feu.

Des affiches sont ainsi placardées sur les murs d'Hennebont :

Société générale des Cirages français

(Décision du conseil d'administration prise en séance du conseil du 8 juillet 1903.)

Les ouvriers des forges d'Hennebont ayant quitté brusquement leur travail et rompu de ce fait le contrat qui les liait à la Société générale des Cirages français, les usines de Kerglaw et de Lochrist sont fermées.

La reprise du travail se fera, s'il y a lieu, après un nouvel embauchage du personnel nécessaire. Les salaires de la deuxième quinzaine de juin et les salaires de juillet jusqu'à la cessation du travail seront

payés au bureau de Kerglaw, samedi 11 courant à partir de midi, dans l'ordre indiqué par le directeur de l'usine.

A dette affiche de la société, le comité de grève répond par la suivante :

« Syndicat métallurgique du canton d'Hennebont.

En réponse au cynisme de potentats insolents des usines, les ouvriers se révoltent à la vue des ignobles placards collés aux murs de la ville.

Les ouvriers sont décidés à se soutenir dans ce moment critique et c'est en criant de toutes leurs forces qu'ils demandent le renvoi de leurs tyrans, de la direction et sous-direction et des gardes-chiourmes.

Les forçats des bagnes capitalistes

1

C'est assez rare à l'époque qu'une telle demande de renvoi à l'encontre de la direction soit formulée aussi directement.

Aucune conciliation à ce stade ne semble possible entre les deux parties, d'autant que la direction refuse tout arbitrage contrairement à ce que propose la loi de 1892 sur les arbitrages. Les ouvriers qui ont déposé au préalable leurs revendications auprès de la direction sont dans leur droit de faire grève.

A suivre

Le Libertaire
Internet : <http://le-libertaire.net/>
E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com
Directeur de la Publication : Olivier Lenourry
Numéro de commission paritaire en cours

A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique, les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices
Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com